

Déclaration pour une reconnaissance des territoires ruraux et du rôle des Départements

Conscients du besoin de réponses concrètes à apporter aux habitants, aux entreprises, aux territoires ruraux durement touchés par la crise et souffrant aujourd'hui d'un sentiment de relégation ;

Considérant l'enjeu national prioritaire de contribuer à la relance de l'emploi et au maintien d'un tissu productif dans les espaces ruraux ;

Considérant que les espaces ruraux rassemblent des ressources et des forces représentant un potentiel de développement pour le renouveau de la France ;

Inquiets face à un projet de réforme territoriale portant le risque de priver les territoires ruraux de leur représentation politique affaiblissant notre République ;

Considérant la nécessité de politiques publiques de proximité contribuant au développement des territoires, à l'égalité entre citoyens et au renforcement des solidarités territoriales et sociales ;

Affirmant que les départements jouent un rôle décisif dans le développement économique, la cohésion des territoires et agissent comme fédérateurs des institutions locales ;

Nous Présidents des Conseils généraux,

Demandons au Président de la République de faire connaître son projet en matière d'aménagement du territoire national et la place donnée aux territoires ruraux dans cet ensemble.

Nous Présidents des Conseils généraux,

Demandons un diagnostic précis de la situation des départements afin s'il y a lieu d'adapter et d'améliorer nos organisations pour ne pas créer à travers cette réforme à la hussarde des territoires de gestion technocratique et des lieux de relégation des populations.

Nous Présidents des Conseils généraux,

Encourageons les Départements à se saisir de cette question en engageant des audits d'évaluation de l'efficacité de leurs politiques de proximité sur leur territoire.

Nous Présidents des Conseils généraux,

Appelons l'ensemble des Conseils généraux et des forces vives des territoires ruraux à se mobiliser, à participer aux débats, à agir pour revitaliser les territoires et ne pas céder à la pensée unique qui vise à les priver de leur vitalité.

Nous Présidents des Conseils généraux,

Refusons la disparition des départements sous couvert d'économies substantielles à réaliser mais non démontrées, ayant pour conséquence une régression du service public.

Nous Présidents des Conseils généraux

Exigeons un débat national consacré à cette réforme et rappelons le rôle majeur et indispensable que jouent les départements, notamment ruraux, en termes de cohésion sociale et d'équilibre du territoire.

**Nous Présidents des Conseils généraux, exprimons avec force
« Non à la dévitalisation des départements, oui à la revitalisation de nos
territoires ».**